

Torture et guerre contre le communisme dans le Cône Sud: fausses et réelles menaces de la gauche sud-américaine

*José David Moreno**

Resumen

El presente artículo se centra en el tema de la tortura como arma política en los países suramericanos durante las décadas de los años 70 y 80. Uruguay, junio de 1973, Chile, septiembre de 1973 y Argentina, marzo de 1976. Estos tres países y estas tres dictaduras nos presentan un marco de discusión propio para hablar de la tortura y la violación a los derechos humanos ejercidos durante esta época. Se pretende analizar algunas de las razones que explican el fenómeno del militarismo en el Cono Sur. El argumento de los militares para ascender al poder fue que los movimientos de izquierda (sindicatos, campesinos, estudiantes, partidos políticos, organizaciones sociales y guerrillas) amenazaban la democracia y la República. Ofreciendo un panorama de los movimientos sociales de izquierda de estas naciones, se procura hacer un balance sobre qué tan ciertas o falsas eran las amenazas de tales sectores sociales y políticos. Ciertamente, algunos de ellos, dado su aparato militar, podían amenazar el *statu quo*. Sin embargo, consideramos que los militares exageraron su acción intentando aplastar a los movimientos de izquierda

* Enseignant chercheur, spécialisé en études latino-américains. Historien de l'Université Nationale de Colombie. Master en Relations Internationales de l'Université Jean Moulin Lyon 3 et doctorant en Sciences Politiques à l'IEP d'Aix-en-Provence. Ancien boursier du Centre d'Etudes en Histoire de la Défense de l'École Militaire de Paris. Maître de conférences de l'Université Jorge Tadeo Lozano à Bogotá. Courrier électronique: josed.morenom@utadeo.edu.co

en general. Es así como la tortura se impone como herramienta de acción para reducir todo el movimiento social de estos países.

Palabras clave: tortura, comunismo, Guerra Fría, Cono Sur, movimientos sociales, izquierda, guerrillas, militarismo.

Abstract

This article focuses on the subject of torture as a political arm in the South American countries at the 70 and 80. Uruguay: june 1973, Chili: september 1973, Argentina: march 1976. These countries and these dictatorships give us a context of discussion for talking about the torture and the human rights violations made at this time. We want to analyze some reasons in order to explain the militarism phenomena in this geographical area. The argument for the military men for climbing at the top of political power was the threats of the social and political left movements (trade unions, peasants organizations, left political parties, students and guerrillas). Regarding on the social and political movements in these countries, we want to make a balance between the real and not real threats to the political regimes in Argentina, Chile and Uruguay. Certainly, some of the political movements were a threat for the *statu quo*, especially for their military structure. However, it considers that the military men exaggerated their action trying to crush all the left movement. That is why the torture becomes a political tool for destroying their personal enemy.

Key words: torture, communism, Cold War, South America, social movements, leftwing, guerrillas, militarism.

Resumé

Cet article cherche à se centrer sur la torture comme outil politique dans les pays sud-américains pendant les décennies des années 1970 et 1980. Uruguay, juin 1973, Chili : septembre 1973 et Argentine: 1976. Ces trois pays et ces trois dictatures nous présentent un cadre de discussion pour parler de la torture et les violations des droits de l'homme appliqués à l'époque en question. D'une certaine façon, ce que l'on prétend est analyser quelques raisons qui expliquent le phénomène du militarisme dans le Cône Sud. L'argument des militaires pour monter au pouvoir fut que les mouvements de gauche (syndicats, mouvements paysans, étudiants, partis politiques de gauche et guérillas) menaçaient la démocratie et les institutions de la république. En regardant les mouvements de gauche de cette région on prétend mesurer si les menaces de cette gauche étaient bien réelles ou fausses. Certes, certain de ces mouvements, grâce à leur appareil militaire, pouvaient menacer le *statu quo*. Cependant, on considère que les militaires ont exagéré leur riposte en essayant d'anéantir tous les mouvements de gauche en général. Ainsi,

on considère que les militaires ont fait un amalgame de toute la gauche dans la région. C'est ainsi que la torture s'impose comme un outil d'action politique pour éliminer les mouvements sociaux de gauche de ces pays.

Mots clés: torture, communisme, Guerre Froide, Cône Sud, mouvements sociaux, gauche, guérillas, militarisme.

Il faut non seulement que les gens sachent, mais qu'ils voient de leurs yeux. Parce qu'il faut qu'ils aient peur; mais aussi parce qu'ils doivent être les témoins, comme les garants de la punition, et parce qu'ils doivent jusqu'à un certain point y prendre part.

Michel Foucault

Pendant l'automne 1998, l'opinion publique mondiale apprit qu'à Londres, l'ancien dictateur chilien Augusto Pinochet a été détenu suite à un mandat d'arrêt international lancé par un juge espagnol. Les charges: torture et disparitions de civils pendant la dictature chilienne qui a commencé en septembre 1973 et s'est prolongée jusqu'en 1989. Durant cette période ont disparu des milliers de citoyens dans des conditions qui, encore aujourd'hui, restent inconnues. L'arrestation de Pinochet et la procédure juridique durant son assignation à domicile ont été l'occasion de revenir encore une fois sur les violations des droits de l'homme pendant les années 1970 et 1980 dans les pays sud-américains. Ce triste phénomène n'est pas exclusif du cas chilien. Les violations des droits de l'homme se sont répandues dans des pays comme l'Argentine, l'Uruguay, le Paraguay et le Brésil. La principale caractéristique de cette époque a été la pratique de la torture et la disparition de civils sous les régimes des dictatures militaires qui se sont installées progressivement sur le continent à partir de 1964.

L'objectif de cet article est d'analyser la torture comme moyen d'action dans le contexte politique et militaire des années 1970 dans les pays du Cône Sud: Argentine, Chili et Uruguay. Trois dictatures militaires se sont installées à cette période-là dont les caractéristiques restent très semblables ainsi que les méthodes pour lutter contre l'ennemi. La torture fut la technique privilégiée par les militaires et les agences de renseignements afin de combattre leur ennemi: la subversion. Pourtant, cette pratique de la terreur a été répandue sur des secteurs qui ne partageaient pas l'usage de la violence comme mécanisme d'action politique. Une riposte sévère a été appliquée afin d'affaiblir les menaces de la gauche, mais ces menaces étaient-elles bien réelles? Voilà la question centrale de notre discussion.

Le phénomène politico-militaire sud-américain

Le phénomène des dictatures militaires a été très courant dans la région pendant les années de la guerre froide. A partir de 1960, seuls la Colombie et le Venezuela, pour des raisons particulières à chaque pays, n'ont pas connu des gouvernements militaires pendant cette période. Tous les autres pays du sous-continent ont subi des gouvernements militaires à des moments différents. Comment expliquer l'expansion des gouvernements militaires à cette époque? Plusieurs éléments doivent être réunis pour expliquer cette situation. Dans un premier moment on a essayé de désigner le gouvernement des Etats-Unis comme responsable d'encourager les armées latino-américaines pour s'emparer du pouvoir et empêcher la montée des communistes. Après 1959, la Maison Blanche commence à s'inquiéter des conséquences qui pourraient s'ensuivre si d'autres pays de la région suivaient l'exemple. Le gouvernement du président John Kennedy (1960-1963) s'est employé à modifier la politique américaine envers les pays latino-américains comme aucun président des Etats-Unis ne l'avait fait auparavant. En effet, au début des années 1960, les aides militaires de la part des Etats-Unis ont augmenté de façon considérable (Barber, 1966). Dans différents établissements militaires des Etats-Unis et dans la zone du Canal de Panama se sont installés plusieurs centres d'entraînement militaire où les officiers latino-américains ont suivi des formations. Malgré cela, l'explication de l'aide militaire sur le continent sud-américain n'est pas un argument à part entière pour comprendre la montée au pouvoir des militaires dans la région.

D'autres éléments d'ordre sociopolitique relèvent d'un contexte particulier pour que les militaires fassent leur entrée dans le pouvoir politique pendant ces années. Les systèmes politiques de la région restaient très fragiles face aux différentes crises que la région a subies. L'instabilité des pays comme l'Argentine, le Brésil ou le Pérou pendant ces années a été l'un des éléments le plus importants au moment de faire appel aux militaires pour résoudre les problèmes locaux. De même, depuis la fin des années 1950, l'ensemble du sous-continent a subi une crise économique qui a frappé de plein fouet les pays sud-américains. Bien qu'une importante dynamique industrielle semble se développer (notamment l'Argentine, le Brésil, le Chili, l'Uruguay et la Colombie) pendant les années 1940, ces efforts n'ont pas été suffisants pour que le sous-continent surmonte l'effet de la récupération des économies européennes lors de la décennie suivante¹. La présence d'un marché interne limité, la précarité de biens de capital, la privation d'une main d'œuvre qualifiée et la faible compétitivité des produits locaux ont mené à une profonde dépendance des pays développés.

1 En 1946 la participation des pays sud-américains au marché mondial représentait 8,9%. Après, en 1960 cette participation était descendue à 3,5%. Autant la récupération des marchés européens que la progressive entrée des pays asiatiques ont signifié pour les économies sud-américaines une perte réelle de participation au marché mondial.

Dans le domaine social, les indices présentent des pays avec des chiffres très inquiétants. En ce qui concerne la distribution des revenus en 1965, le revenu moyen des 5% de la population la plus riche était d'environ 2600 dollars tandis que le 20% de la population la plus pauvre ne gagnait que 60 dollars. En 1970 dans des pays comme l'Argentine, un foyer urbain sur trois vit sous le seuil de pauvreté. Au Pérou, au Chili et en Colombie, ce chiffre s'élève à 45% et au Brésil à 55% (Cepal, 1979). Cette situation montrait non seulement un grand écart au sein de la société mais aussi un cadre socio-économique très déséquilibré. Dans les pays du Cône Sud (Argentine, Chili, Uruguay) les taux d'analphabétisme étaient environ de 10% de la population tandis que dans les pays andins (Colombie, Venezuela, Pérou, Equateur) ce chiffre s'élève à 40% de la population (OMUECE, 1982). Entre 1950 et 1970 pendant que le taux moyen de croissance de la population mondiale était de 44%, en Amérique du Sud, la population augmente de 70% (Celade, 2008). La croissance démographique accélérée constituait un défi à une époque où la crise économique s'installait dans la région. L'offre d'emploi était faible de même que les possibilités d'éducation. La plus grande partie de la population active participait au marché du travail dans des conditions défavorables avec des salaires très bas. La pauvreté, le chômage et notamment les profondes différences sociales ont ouvert la voie à la violence sociale. Certains secteurs de la société ont adopté les idées de la gauche radicale et sont passés des revendications à la violence.

Le panorama qui se consolide entre 1950 et 1980 dans les pays sud-américains nous suggère quelques différences très marquées sur le continent. Argentine, Uruguay et Chili prennent un avantage considérable en termes de développement économique et de bien-être de la population par rapport aux autres pays du continent. Les républiques andines, Colombie, Pérou, Equateur, Bolivie et d'une certaine façon Venezuela, présentent un panorama plus sombre sous une permanence marquée des idéologies et coutumes de la colonie en termes d'inégalité et différenciation sociale. Le Brésil est un pays qui présente d'importantes conditions pour se développer de façon significative à l'intérieur de la région. Cependant, ce pays est victime des difficultés créées par le régionalisme du pays et qui freinent sa propre évolution.

Les menaces de la gauche dans le Cône Sud

Le contexte continental des pays sud-américains, très marqué par les différences sociales et les pénibles conditions de vie des secteurs les plus pauvres, a ouvert une place importante aux idées de la gauche qui se répandaient sur le continent. Depuis les années 1920 les idéologies communistes avaient été discutées dans les cercles des intellectuels et militants progressistes de la région, mais c'est la Révolution Cubaine en 1959 qui fut l'événement déclencheur d'un nouvel esprit révolutionnaire sur le continent. Divers secteurs sociaux ont commencé à adopter un discours plus radical pendant les années 1960. Les groupes les plus conservateurs de la société ont perçu cette nouvelle situation

comme une menace inquiétante. L'un des fronts qui a préoccupé davantage ces secteurs a été le déploiement des guérillas urbaines et rurales tout au long du continent. Aucun pays de la région n'a échappé au phénomène des guérillas dont nous pouvons repérer plus de 50 mouvements armés révolutionnaires. Cependant, l'option armée révolutionnaire n'a pas été la forme d'action privilégiée pour la plupart des secteurs progressistes de la société. Les mouvements syndicaux, les paysans, certains secteurs de la jeunesse et les organisations de quartiers ont adopté également un discours révolutionnaire sans choisir la voie armée comme option privilégiée. A certains moments, ces fronts populaires ont établi des relations et des alliances avec les groupes insurgés mais ces relations n'ont pas été toujours assez solides puisqu'il existait une contradiction d'intérêts au sein des mouvements populaires et subversifs. Il faut souligner également qu'un nombre important de secteurs populaires n'a pas adhéré aux idéologies communistes révolutionnaires. Certains mouvements sociaux ont été contrôlés par les partis politiques qui représentaient les secteurs traditionnels de la société. De même, l'église catholique, anti-communiste par foi, a participé à la création et à la coordination de divers mouvements populaires.

Le phénomène de la subversion

Les effets de la Révolution Cubaine ont signifié un changement radical au sein des forces politiques et sociales du continent. Les secteurs les plus proches du communisme en Amérique du Sud ont considéré qu'il était important de suivre l'exemple cubain dans le but d'acheminer le continent vers le socialisme. C'est ainsi que la lutte armée est devenue un alternatif politique pour un important nombre d'organisations de gauche. De cette manière est né le volontarisme révolutionnaire établi à travers la théorie du foyer (foco) révolutionnaire: *foquismo*. Après la réussite des Cubains on a considéré que la façon la plus adéquate pour vaincre la bourgeoisie latino-américaine était d'employer le moyen de l'avant-garde armée. C'est-à-dire, qu'au-delà d'un mouvement de masses ou un parti politique, les révolutionnaires devaient créer des groupes armés capables de battre l'Etat aristocrate et mettre en place un Etat populaire. Fidel Castro et ses partisans considéraient que les masses n'étaient pas préparées pour la révolution. Ceci explique la constante méfiance envers les mouvements de masses et les partis politiques. D'après le leader cubain on ne peut pas compter sur les masses car celles-ci, dans une idéologie dépendante, ne sont pas préparées pour la révolution. L'adhésion des masses à la cause révolutionnaire était alors une conséquence de la défaite de l'Etat bourgeois. A travers la théorie du foyer s'est mis en marche ce que l'on connaît comme étant les guérillas de libération nationale dont la priorité était les actions militaires. La libération nationale est un phénomène, d'après Castro, dans les pays où l'avant-garde politique n'est pas capable de vaincre l'Etat Bourgeois. La lutte révolutionnaire est devenue le moteur de la destruction de cet Etat. Ainsi, d'après le *foquismo*, la guerre de guérillas en tant que stratégie militaire doit se passer des masses.

Dans le Cône Sud, les guérillas ont été remarquées par des actions qui ont vite attiré l'attention de l'opinion publique. Leurs premières actions ont été des braquages de banques afin de consolider leur structure financière. Puis ils ont commencé à se procurer des armes en les achetant au marché noir ou en volant les armes des militaires. Ensuite, l'enlèvement de personnalités politiques, d'importants cadres et dirigeants des banques, des entrepreneurs nationaux ou internationaux sont devenus les moyens d'action politique. Au fur et à mesure que les guérillas se consolidaient militairement et politiquement, elles ont franchi un pas périlleux. Les attentats à la bombe, les assauts de casernes, les assassinats et d'autres actions terroristes ont éveillé le stupeur des sociétés plutôt pacifiques. Au milieu de ce durcissement de la violence, les parents et proches des membres des forces armées ont été également visés par la subversion.

Les guérillas urbaines en Argentine et en Uruguay se sont développées au milieu des années 1960. En Uruguay, l'action des *Tupamaros* (1962-1973) se présente comme la conséquence de la dégradation de la situation sociale et économique de vastes secteurs de la société. En Argentine, les *Montoneros* (1968-1979) et l'Armée Révolutionnaire du Peuple, EPR (1968-1976) commencent à développer leurs actions en réponse à l'action autoritaire des militaires qui ont pris le pouvoir en 1966. Ces guérillas ont privilégié les actions militaires sur les actions politiques et en même temps elles ont adhéré aux postulats de Castro concernant une avant-garde révolutionnaire. De cette manière ces guérillas se sont isolées progressivement des bases populaires. Progressivement l'ennemi n'était plus l'Etat bourgeois mais les forces armées. Pour des groupes comme l'EPR, la guerre civile n'était que le précédent de la révolution populaire socialiste. Ainsi, la lutte de deux appareils militaires remplace la lutte des classes. Au Chili, le mouvement subversif a eu un rôle moins important grâce au gouvernement de Salvador Allende. La guérilla la plus représentative à cette époque a été le Mouvement de Gauche Révolutionnaire (MIR) qui naît du mécontentement des secteurs radicaux du Parti Socialiste. Avec une base étudiante assez large, ce mouvement commence à se développer le lendemain de la défaite de la gauche aux élections de 1964. Cependant, le MIR n'a pas eu un déploiement militaire comparable aux guérillas uruguayennes et argentines. L'arrivée d'Allende au pouvoir en 1970 a fait sortir le MIR de la clandestinité et l'a mené à l'action politique légale. A partir de ce moment le MIR commence à rivaliser avec le Parti Communiste Chilien pour la conquête des ouvriers. Au début des années 1970 émerge également l'Avant-garde Ouvrière du Peuple (VOP) de tendance idéologique plus radicale que le MIR. Cependant, leurs actions ont été également très limitées et se sont orientées vers le symbolique. Quand l'heure du coup d'Etat a sonné, autant le MIR que la VOP se sont trouvés militairement faibles et avec peu d'entraînement. Malgré les initiatives pour reprendre la lutte armée au début de 1974, les coups fatals portés par la dictature à ces organisations ont empêché une opposition armée quelconque au gouvernement Pinochet.

Les autres fronts de la gauche

Dans les pays du Cône Sud le syndicalisme s'est développé depuis la fin du XIXe siècle. Dans l'ensemble du continent sud-américain, ce sont les premiers pays à établir les bases des mouvements ouvriers. Nous pouvons dire que des indices d'éducation très élevés, les processus d'industrialisation avancés, une croissance urbaine significative et la présence marquée d'une population immigrée d'origine européenne –qui a introduit les idéologies de l'anarcho-syndicalisme– ont été les conditions les plus importantes pour stimuler la naissance de mouvements syndicalistes.

L'impact social des syndicats dans le Cône Sud a été plus important de ce que l'on peut retrouver dans les pays andins et le Brésil. En Argentine les syndicats ont été la base politique du gouvernement populiste de Juan Perón pendant les années 1940 et la première moitié des années 1950. Malgré le départ de Perón en 1955, les syndicats ont continué à jouer un rôle politique primordial. Autant les partis politiques que les forces armées qui avaient renversé Perón, savaient que le soutien des masses des travailleurs demeurerait décisif à l'intérieur de la vie politique nationale. Cependant, les forces syndicales ont dû rapidement faire un choix stratégique: soutenir Perón dans son exil ou établir des alliances avec les nouvelles forces politiques en tenant un discours anti-péroniste.

Au Chili, les syndicats se consolident également vers la fin du XIXe siècle. Contrairement aux argentins, les ouvriers chiliens ont cherché à maintenir une autonomie envers l'action des partis politiques et l'Etat. Aux années 1960 les forces syndicales deviennent un acteur politique de grande représentation sociale. Pendant le gouvernement de Salvador Allende (1970-1973), les travailleurs ont eu un rôle primordial dans le développement des politiques économiques.

Quant à l'Uruguay, la force syndicale développée au fil du XXe siècle s'est divisée entre syndicats de gauche et de droite. Cependant, la crise économique qui a touché le pays à la fin des années 1950 a entraîné la création d'un front ouvrier uni au cours des années 1960. Les syndicats de droite se sont rapprochés des syndicats de gauche afin de défendre les acquis sociaux. A cette époque, la *Convención Nacional de Trabajadores* (CNT) regroupait plus de 80% des syndicats nationaux sous un discours assez combatif.

La force syndicale dans le Cône Sud demeurait très organisée et revendicative. L'expansion de l'industrie a provoqué des changements importants. Dans ces pays se structure une classe moyenne très critique envers le système social et politique. L'action syndicale pendant la décennie des années 1960 et le début des années 1970 a été très importante, notamment en Uruguay et au Chili. Dans ces pays, l'organisation ouvrière se présentait comme un acteur politique majeur. Tandis que la crise économique commençait à affecter d'importants secteurs de la société, les forces syndicales ont développé une activité beaucoup plus importante. Sans opter pour la voie de la révolution, les forces ouvrières ont radicalisé leur discours de façon notable.

Les mouvements paysans comme force populaire ont eu un impact plus important dans les pays andins et le Brésil que dans les pays du Cône Sud. Dans des pays comme l'Uruguay et l'Argentine, très urbanisés, les mouvements paysans n'ont pas eu une représentativité considérable puisque, en termes de statistiques, ils étaient peu nombreux. De plus, l'économie nationale était plus focalisée vers l'industrie et le développement urbain. Cependant, au Chili, le mouvement paysan a été très important après 1964 et jusqu'au coup d'Etat de 1973.

Au Chili le mouvement paysan n'a pas eu de véritable action jusqu'à l'installation du gouvernement de la Démocratie Chrétienne (DC) d'Eduardo Frei en 1964. Avant cette date, les paysans et l'organisation paysanne ont été très contrôlés par les élites rurales et les propriétaires fonciers. Depuis la fin de la décennie des années 1950, les paysans commencent à développer des processus d'organisation très importants. Avec le soutien de l'église catholique, plusieurs organisations paysannes ont été créées. Le Parti Communiste chilien met aussi en place une nouvelle organisation paysanne. Avec la réussite de la DC aux élections en 1964 se consolide la structuration des mouvements paysans. La mise en place de la réforme agraire proposée par le président Frei en 1965 a stimulé l'action politique des paysans ainsi que le nombre d'adhésions aux syndicats et mouvements paysans.

Salvador Allende trouve en 1970 un mouvement paysan très organisé. Les actions qu'avaient développées les paysans dès la fin des années 1960 ont continué sous le gouvernement de l'Union Populaire. A partir de 1970, le nombre d'adhérents aux mouvements paysans est multiplié par trois et l'action des paysans se répand partout dans le territoire. Le nombre de grèves paysannes entre 1964 et 1971 est passé de 39 à 1047 par an (Bruna, 1985). Pendant la période du gouvernement d'Allende, les paysans ont commencé à utiliser des actions de force. Les invasions de terres en jachère ont commencé partout dans le pays. Avec le coup d'état de 1973, les actions paysannes ont été interrompues de façon violente. Les terres dont les paysans s'étaient emparés ont été rendues aux propriétaires fonciers et la réforme agraire a été complétement renversé. A partir de 1973 les paysans chiliens ont perdu tout espace politique à l'intérieur de l'Etat.

Les étudiants représentent également un champ d'action politique considérable. Autant les étudiants que les lycéens ont eu un rôle très important dans la diffusion et la discussion des idées communistes. Les universités sont devenues à cette époque de véritables centres de militantisme politique. Dans les trois pays du Cône Sud les étudiants ont maintenu des liens avec les mouvements armés subversifs. En Uruguay, les étudiants ont été liés au mouvement guérillero *Tupamaros*. Ils ont apporté également un important soutien aux syndicats et forces ouvrières. En Argentine, les étudiants et lycéens ont entretenu des relations avec divers groupes subversifs, notamment avec les *Montoneros*. Au Chili, malgré la faible présence des mouvements subversifs, les étudiants de l'Université de Concepción ont été à la base du *Mouvement de la Gauche Révolutionnaire* (MIR). Les étudiants chiliens

ont participé également aux divers mouvements sociaux du pays et notamment pendant le gouvernement d'Allende.

Lorsqu'on fait référence aux partis politiques de gauche, il est nécessaire d'établir la différence entre les partis à vocation progressiste et démocratique de tendance socialiste et les partis communistes. Dans le premier cas, autant au Chili qu'en Uruguay, la gauche progressiste a eu un impact énorme au sein de la société. Au Chili, la présence du parti socialiste depuis les années 1930 a marqué la politique du pays. D'autres organisations de gauche sont issues du PS dont l'activisme politique a été très important. Avec la création de l'Union Populaire d'Allende, à la fin des années 1960 la gauche se consolide comme une véritable force politique. Bien que la participation politique de la gauche pendant le gouvernement Allende ait été considérable, les contradictions politiques ont été évidentes. Les factions les plus radicales du PS et du MIR n'ont pas cessé de critiquer l'action de l'UP et bien sûr du président Allende. Dans des moments très délicats où la violence a envahi le pays, les socialistes exerçaient une pression pour l'accélération de la socialisation du pays. Pourtant, Allende essayait de maintenir un équilibre entre les forces de gauche et de droite pour garantir le respect de la constitution.

En Uruguay, où la tradition des partis de droite est héritée du XIXe siècle, la gauche politique commence à s'affirmer au cours de la première moitié des années 1960. En 1968, divers fronts de gauche créent le Front Large (FA), organisation politique qui réussit à rassembler plus d'une dizaine d'organisations politiques de gauche. Aux élections de 1972, lorsque la violence touche le pays de plein fouet, le FA se consolide comme la deuxième force politique à Montevideo, où habite plus de la moitié de la population du pays.

La gauche argentine a été moins présente dans le scénario politique de ce pays. Les effets du péronisme ont eu une incidence directe dans la consolidation des partis de gauche à cause des difficultés pour établir les limites entre la gauche et le péronisme. Ceci a empêché en Argentine la consolidation de partis de l'importance du FA uruguayen ou de l'UP chilienne. La présence de partis de gauche dans cette région fait preuve d'une maturité politique plus avancée que dans d'autres pays du continent. Pourtant, le débat idéologique du communisme qui filtrait dans les cadres politiques de ces organisations a apporté un déséquilibre considérable. Mettre en place un socialisme sous des bases démocratiques, comme a essayé Allende au Chili, devenait un objectif difficile à atteindre. D'autant plus si on parle de sociétés traditionalistes avec une très forte marque colonialiste et catholique.

Les guérillas urbaines et rurales, les étudiants, les secteurs populaires urbains, les paysans, les intellectuels et d'autres secteurs de la société ont commencé à développer à partir de 1960 diverses déclinaisons du marxisme, du communisme et de la révolution cubaine. A travers la violence sociale ou des actions politiques, la population latino-

américaine s'est trouvée perturbée par l'intensification du débat entre communisme et démocratie. La dynamique de cette réalité a inquiété les forces les plus conservatrices et réactionnaires de la société; forces qui, traditionnellement avaient détenu le pouvoir économique et politique des pays sud-américains. Cependant, la méthode cubaine n'a pas été appliquée de façon identique dans les mouvements subversifs. L'un des sujets ayant fait controverse a été l'isolement des guérillas vis-à-vis des masses ce qui devenait une contradiction totale avec un véritable mouvement populaire. Avec le développement des actions subversives et la réponse de l'Etat à ces actions, les guérilleros ont été confrontés à un dilemme: comment équilibrer le facteur politique et le facteur militaire.

Les gouvernements militaires comme réponse à la “menace” de la gauche

Au début des années 1960 se développe un laboratoire global de guerres révolutionnaires. Le Cuba, l'Algérie, le Vietnam et l'Indochine sont quelques exemples de la nouvelle idéologie qui se met en place, notamment dans des pays sous-développés. Le Département d'Etat américain interprète cette nouvelle tendance comme un changement de stratégie du bloc communiste. La guerre révolutionnaire entraîne donc la riposte des gouvernements pro-occidentaux qui s'exprime par des stratégies contre-révolutionnaires. Durant cette décennie se développe la doctrine de la Sécurité Nationale, issue de l'expérience française lors de la guerre d'Algérie et affinée pendant les années 1960 par le département de la défense des Etats Unis².

John F. Kennedy (1961-1963) a souhaité établir une nouvelle politique envers l'Amérique Latine sur le plan social et économique. Il avait la conviction que la croissance économique et la justice sociale étaient le meilleur outil pour combattre le communisme. Rapidement le président américain se rend compte de son échec. Avec la mort de Kennedy en 1963 la stratégie de lutte contre le communisme change radicalement. Dès lors, non seulement les groupes subversifs sont considérés comme les ennemis de l'Etat, mais aussi les forces sociales et politiques de gauche. Dans le domaine théorique se développe une stratégie spécialement adaptée aux forces armées de chaque nation en Amérique du Sud. Il existe un objectif national qui est de stopper à tout prix l'avancée du communisme sur le continent. Selon cette ligne, les forces anticommunistes développent un sentiment nationaliste qui cherche à protéger les valeurs occidentales, l'individualisme et le système économique capitaliste. Les forces de la nation doivent atteindre l'objectif national et ceci devient une raison d'Etat: la fin justifie les moyens. L'application de la force peut outre passer l'ordre constitutionnel tant que l'objectif national est menacé. En bref, la violence

2 Pour approfondir voir le travail de Joseph Comblin, *Le pouvoir militaire en Amérique Latine: l'idéologie de sécurité nationale*, Paris, Jean-Pierre Delarge, 1977. Egalement la recherche de Marie-Monique Robin, *Escadrons de la mort: l'école française*, Paris, La Découverte, 2008.

de l'Etat doit riposter à la violence subversive. Les militaires ont argumenté à cette époque que la violence non conventionnelle exercée de la part des subversifs devait être attaquée avec des méthodes également peu conventionnelles.

Les dictatures militaires du Cône Sud

La décennie des années 1970 reste comme l'une des périodes les plus sombres non seulement pour les pays du Cône Sud mais aussi pour d'autres pays comme le Brésil, le Paraguay et la Bolivie. La montée de l'action subversive ajoutée à la crise économique et politique de ces pays a créé une situation complexe dans la région. La guerre civile est devenue à cette période un scénario envisageable. C'est pourquoi on fait appel dans certains cas aux militaires pour résoudre cette situation si délicate.

L'Uruguay est le premier pays du Cône Sud à tomber sous l'égide de l'autoritarisme militaire. L'Uruguay a subi ce que l'on pourrait nommer un coup d'Etat *soft*. Autrement, dit, le renversement de l'exécutif n'a pas été une action soudaine mais réfléchie au fil du temps. Depuis 1968 les militaires uruguayens ont acquis un grand pouvoir avec l'approbation des gouvernements civils. Depuis la fin des années 1960, le président Pacheco Areco (1968-1972) a donné des nouveaux pouvoirs aux militaires pour faire face à la guérilla. Si dans un premier moment la Police a été chargée de faire face à la violence subversive, cette force s'est vue rapidement dépassée par les actions des guérillas. Les militaires se sont ainsi chargés de contrôler non seulement le terrorisme mais aussi les manifestations syndicales et étudiantes qui devenaient de plus en plus récurrentes dans le pays. L'Etat de siège est devenu un outil juridique permanent de la part du gouvernement pour avoir les mains libres notamment face aux accusations du législatif. Ainsi, les militaires avaient le feu vert pour attaquer les guérillas et contrôler les manifestations des mouvements sociaux. En juin 1973, ils décident finalement de prendre le contrôle du gouvernement. Sans supprimer la figure présidentielle, les militaires ont créé des institutions qui leur ont donné les pleins pouvoirs politiques et juridiques.

Trois mois plus tard, en septembre 1973, un coup d'Etat militaire renversait le président chilien Salvador Allende. Contrairement à ce qui se passe en Uruguay, les militaires sont restés en retrait jusqu'à la veille du putsch. Le Chili était connu comme un pays de profonde tradition républicaine et démocratique. Il s'agit du seul pays du continent où les forces de gauche et de droite ont été également représentées au sein de l'Etat et les institutions gouvernementales. Cependant, à partir de 1970 se produit une rupture considérable. Les actions de la gauche et le discours de la droite se radicalisent. Les trois ans de gouvernement de l'UP ont représenté un immense laboratoire de changements structurels dans le pays; ces changements ont été effectués d'une façon accélérée ce qui a réveillé la méfiance de la part des secteurs les plus conservateurs de la société. La radicalisation des forces de gauche et de droite lors du gouvernement Allende a mené le pays vers une situation de

guerre civile latente. En 1973 il y a eu des rumeurs selon lesquelles les forces les plus proches du président s'étaient procurées des armes pour défendre le gouvernement en cas d'intervention militaire. De même des groupes d'extrême droite tels que *Patria y Libertad* ont perpétré des assassinats de personnalités de la gauche chilienne. Au milieu du chaos, les militaires chiliens, une fois débarrassés des cadres fidèles à Allende, se sont emparé du pouvoir et ont mis en place *de facto* le gouvernement de la Junte militaire.

L'Argentine a été le dernier pays à subir un coup d'Etat militaire parmi les pays du Cône Sud. En 1976 les militaires mènent un coup d'Etat qui a placé toute la région sous l'autorité militaire. Pour l'Argentine les gouvernements militaires n'étaient pas une nouveauté. Durant les cinq dernières décennies, dix officiers de l'armée avaient occupé le poste de président de la république. Depuis le départ du colonel Juan Perón du pouvoir en 1955 et jusqu'à son retour d'exil en 1973, la vie politique argentine a gravité autour de la figure de Perón. Toutes les forces politiques et sociales sont entrées dans la logique du péronisme/anti-péronisme. Lorsque Perón rentre au pays et reprend la présidence en 1973, les conditions du pays sont très différentes de celles du pays qu'il avait quitté deux décennies auparavant. Au lieu de l'économie en essor des années 1940 le pays connaissait une crise dans tous les domaines. Même la violence sociale, absente jusqu'à la fin des années 1960, commençait à se sentir de façon très marquée dans le pays. Le phénomène de guérillas s'est répandu dans tout le territoire et le retour de Perón n'a pas permis de stopper la violence. Perón est mort un an après le début de sa deuxième présidence. La vice-présidente Isabel Perón, troisième épouse de Perón, prend la tête du pays. Elle est totalement ignorante des affaires publiques et présente de très graves troubles psychiques. Les militaires ont été appelés par l'opinion publique pour contrôler la situation chaotique. A la fin 1975, la présidente accorde de nouveaux pouvoirs aux forces armées en matière d'ordre public. En mars 1976, Isabel Perón est, sans surprise, renversée par une Junte militaire. Le gouvernement militaire qui s'impose en 1976 se consolide comme un gouvernement où les trois armes exercent un pouvoir particulier. La Junte de 1976 est, contrairement aux autres gouvernements militaires précédents, un gouvernement des Forces Armées en tant qu'institution.

Torture physique et torture morale

La riposte de la part des militaires dans des pays tels que le Chili et l'Uruguay, ayant une grande réputation républicaine, doit être largement examinée. Comment expliquer l'action militaire développée à cette période? Comment expliquer le recours systématique à la torture et les violations des droits de l'homme? A la lumière des faits nous pouvons dire que depuis les années 1960, est apparue dans les pays du Cône Sud, de même que dans d'autres pays de la région, une polarisation des forces sociales. La présence de syndicats, mouvements d'étudiants, mouvements de paysans et d'autres forces politiques sympathisantes du communisme n'était pas une nouveauté dans la région. Ce qui était

vraiment nouveau c'était l'action des groupes subversifs et des groupes d'extrême droite. L'une des différences entre les guérillas rurales des pays andins et les guérillas urbaines du Cône Sud a été l'action violente contre la vie et les biens des militaires et de leurs familles. Cela s'est traduit par une déclaration de guerre pour les forces armées³. Au fur et à mesure de l'avancée des événements, les guérillas adoptent une tendance de plus en plus militaire qui les éloigne de leurs objectifs initiaux. La répression des militaires étant plus forte, les guérillas ont radicalisé leurs positions politiques et idéologiques. La lutte de classes a été abandonnée pour une lutte militaire qui cherchait l'anéantissement de l'ennemi. Plus inquiétant encore a été l'amalgame fait par les militaires en considérant les mouvements sociaux comme des groupes subversifs. Les forces de gauche ont été considérées comme des alliés naturels des groupes guérilleros. Ainsi commentent Novaro et Palermo:

Dans ce sens, les militants non violents, éloignés des organisations clandestines, qui développaient des activités syndicales, religieuses, et intellectuelles, légitimes et légales dans n'importe quel système de droit, devenaient aux yeux des militaires intolérables. D'après les forces armées, ce type de population était le plus efficace moyen de transmission du virus communiste dans la société. Ainsi, être subversif représentait être ennemi de la patrie, de cette patrie uniforme, intégrée et interchangeable telle que la considéraient les militaires (2003: 89).

Les militaires qui ont mené les coups d'Etat dans le Cône Sud ont cherché le pouvoir nécessaire pour agir au milieu de la guerre qui commençait à se développer. Dans ce contexte la torture s'est établie comme moyen d'action préféré sur la population. Par la doctrine de la Sécurité Nationale, les forces armées ont supprimé l'Etat de droit; suspendu les activités syndicales; les sièges des principales fédérations ouvrières ont été occupés; les partis politiques proscrits et leurs membres privés de leur droits civiques; les militants communistes ont été poursuivis et arrêtés et les universités ont été occupées par les militaires. Sous l'Etat de siège, les militaires ont effectué plusieurs centaines d'arrestations sans passer par les autorités judiciaires. Les systèmes et méthodes de renseignement ont été "améliorés" grâce à l'assistance des experts français, américains et brésiliens. Les militants et les gens suspects étaient victimes de délation et d'une persécution permanente. Cette technique a été utilisée pour la première fois lors de la bataille d'Alger et progressivement améliorée par les forces de renseignement, notamment la Direction de Renseignements Nationale (DINA) chilienne. Avec la détention des militants de gauche, et de guérilleros, se consolidait la première étape de la guerre contre la subversion. La deuxième étape consistait à obtenir le plus d'informations possible de la part des détenus. Par la torture physique les tortionnaires cherchaient à obtenir des informations fondamentales pour déstructurer les organisations clandestines. Adresses de suspects, planques d'armes, lieux de réunions, clés, plans d'action, codes et structures financières faisaient partie de la liste

3 Pour le cas argentin, Novaro et Palermo ajoutent: "tout au long de la décennie de 1970 la guérilla a provoqué la mort de 687 personnes dont le 70% étaient des membres des forces armées. Un 12% étaient de cadres d'entreprises et finalement un 3% de syndicalistes de droite" (2003: 77).

d'informations précieuses pour les forces de renseignement: "ce que l'on demande [aux torturés] c'était des noms, des pseudonymes, des fonctions, des domiciles (...) la torture est ainsi une invitation à abandonner l'autre à son sort" (García, 2000: 35).

Le nombre de prisonniers augmentait quotidiennement et dans la plupart des cas les proches de la victime ne connaissaient pas sa destination. Dans le Cône Sud se sont installés plus de 100 centres clandestins de rétention où se pratiquait la torture mais aussi des exécutions. De nombreux prisonniers ne sont jamais rentrés chez eux. On parle de 40 mille personnes disparues dont les corps n'ont jamais été retrouvés. Beaucoup de prisonniers ont été privés de jugement et dans les cas où il y a eu un procès les accusés ont été jugés par des juridictions d'exception. Le système institutionnel des prisons est passé aux mains des forces armées. Les punitions mises en place dans les centres de détention étaient sévères. Elles incluaient des travaux forcés pour les hommes comme pour les femmes. D'après les rapports réalisés pendant les années 1990, le nombre total de disparus dans les pays du Cône Sud est évalué à environ trente cinq mille. A ce chiffre il faut ajouter environ 400.000 prisonniers politiques et 50.000 exécutions⁴.

Tableau I

Victimes de la répression militaire (pourcentages)			
Occupation	Argentine	Chili	Uruguay
Ouvriers	30,2	31,1	20
Étudiants	21	14,92	7
Fonctionnaires	17,9	13,38	26
Professionnels	18,3	11,56	21
Paysans	2,3	2,85	2
Autres (a)	10,1	25,45	24

Source: Roniger et Sznajder (2005).

- (a) Entrepreneurs, indépendants, artistes, femmes de foyer, militant à plein temps, chômeurs et retraités.

4 Voir: Nunca más, "Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas", Buenos Aires, EUDEBA, 1995; "Informe de la Comisión Nacional de Verdad y Reconciliación", Santiago de Chile, Talleres de la Nación, 1991; Uruguay, Nunca más, "Informe sobre la violación de derechos humanos (1972-1985)", Montevideo, Servicio Paz y Justicia, 1989.

La torture physique a été le principal moyen pour les forces armées d'obtenir des renseignements, de déstabiliser l'ennemi et de vaincre la résistance civile. La torture psychologique a été aussi mise en place dans et hors les centres de rétention clandestine. Les familles de victimes ont, elles aussi, subi le harcèlement permanent des organismes de renseignement. Sous les dictatures militaires la presse a été strictement contrôlée, les réunions et les assemblées soumises à l'accord des autorités. Les activités culturelles et sportives ont été surveillées de près. La pratique systématique de la torture a généré dans la société un sentiment général de persécution, d'angoisse et d'insécurité. Le silence et la peur ont été la réponse au terrorisme d'Etat.

Opération Condor

Entre 1973 et 1975, les autorités chiliennes et les corps de renseignement avaient éliminé presque entièrement la résistance civile en imposant une répression féroce qui a fait un nombre élevé de victimes de la torture et disparus. Pourtant, Pinochet –chef de la Junte militaire– et Manuel Contreras –chef de la DINAs– cherchaient aussi à contrôler certaines personnalités politiques et réfugiés chiliens qui se trouvaient exilés dans d'autres pays et dont l'activité politique devenait embarrassante pour le gouvernement *de facto* chilien.

Lorsque les coups d'Etat en Uruguay et au Chili ont éclaté en 1973, des centaines de militants de la gauche, personnalités politiques et réfugiés subversifs sont arrivés en Argentine en qualité de réfugiés politiques. Le gouvernement de Perón n'a pas eu d'objection à accueillir ces personnes afin de sauver leurs vies. Ainsi, en 1973 il y a eu un exode vers l'Argentine non seulement des militants de gauche chiliens et uruguayens mais aussi des brésiliens, paraguayens et boliviens. Buenos Aires est devenue rapidement la tribune de tous les mouvements de gauche sud-américains: "avec la restauration populiste péroniste, l'Argentine devenait un havre pour les réfugiés politiques et les organisations révolutionnaires. A mesure que les dictatures militaires noyautaient la vie politique dans tous les pays voisins, les sud-américains affluaient vers l'Argentine" (Dinges, 2004: 61). Dans la capitale argentine ont convergé également des représentants des mouvements subversifs de la région. En octobre 1972 naît l'initiative de créer la Junte de Coordination Révolutionnaire (JCR) de la part des leaders du ERP argentin et le MIR chilien. Des représentants des Tupamaros uruguayens et de l'Armée de Libération National (ELN) bolivienne vont se joindre à ce projet en juin 1973. Chacune des organisations a envoyé des délégués –avant le coup d'Etat de Pinochet en 1973– dans les zones de montagne du Chili afin d'effectuer des entraînements militaires. Le but de cette Junte consistait à donner une riposte à la torture exercée sur les membres des mouvements subversifs dans les pays concernés. La première étape de cette stratégie était de se procurer suffisamment d'argent pour financer de nouvelles actions de combat. La deuxième étape consistait à lancer une série d'attaques contre les forces armées de ces pays de façon coordonnée

et ainsi encourager la population civile à la rébellion générale: “la JCR pensait qu’en ouvrant simultanément des fronts dans plusieurs pays, elle confronterait les forces armées à une rébellion intérieure et celles-ci, contraintes à la défensive finiraient par s’effondrer” (Dinges, 2004: 66). Pour la JCR, les gouvernements militaires étaient l’argument ultime pour considérer que la démocratie était une chimère et que seule la révolution armée pouvait libérer les peuples sud-américains: “C’était une époque dominée par une grande violence et un idéalisme débridé; à gauche comme à droite, les groupes les plus radicaux refusaient de penser que la démocratie pouvait résoudre les problèmes les plus urgents de la société” (Dinges, 2004: 32).

Les services de renseignement chiliens étaient au courant des actions de la JCR. Cependant, les premières actions de la Junte chilienne se sont concentrées sur l’anéantissement des mouvements de gauche à l’intérieur du pays. Une fois cet objectif atteint, Pinochet décide de convoquer à Santiago des délégués militaires des services de renseignement du Brésil, de l’Uruguay, de la Bolivie et du Paraguay. Pendant la dernière semaine de novembre de 1975 Manuel Contreras expose le danger que constituent les actions des réfugiés à l’étranger. C’est pourquoi, il propose la création d’un plan qui permette d’agir de façon efficace en dehors des frontières nationales: “il s’agit de la création d’un réseau qui cherchait une efficacité élevée dans le cadre des actions transnationales dont les activités principales sont l’espionnage, la torture et l’assassinat de personnalités jugées subversives” (Gaudichaud, 2005: 33). La délégation uruguayenne a proposé le nom d’Opération Condor à ce nouveau plan qui a été approuvé et signé par tous les participants. Dès la fin 1975, les attachés militaires des ambassades des pays concernés ont agi avec le soutien des services de renseignements locaux. La DINA a arrêté et assassiné de cette manière plusieurs dizaines de réfugiés en Argentine au cours des premiers mois de 1976⁵. Quand le coup d’Etat renverse Isabel Perón en mars de cette année, les actions du Plan Condor se sont multipliées. Les dirigeants du MIR et du EPR qui se trouvaient à Buenos Aires ont été détenus et torturés par des agents chiliens et argentins. Ensuite, les agents de renseignement ont harcelé et persécuté d’importantes figures politiques et des exilés uruguayens. En avril 1976 plus de 50 citoyens uruguayens qui vivaient à Buenos Aires ont disparu. A ce propos témoigne René Valenzuela, dirigeant de la JCR réfugié au Chili: “l’annonce de la création de la JCR a fait l’effet d’un véritable coup de tonnerre. Les gouvernements militaires l’ont prise pour une organisation bien plus puissante qu’elle ne l’était réellement, et ils aussitôt sorti la grosse artillerie” (Dinges, 2004: 65).

5 Un exemple a été nommé Opération Colombo. En juillet 1976 dans de divers endroits du Brésil 59 chiliens ont été trouvés morts avec des signes de torture. Quelques jours plus tard on découvre également 60 chiliens assassinés à Buenos Aires. La presse locale a affirmé à cette époque qu’il s’agissait de vengeances à l’intérieur des mêmes groupes subversifs. Cependant, quelques années après on a su que l’Opération Colombo faisait partie du Plan Condor conçue par les organismes de renseignements du Chili, de l’Argentine et du Brésil.

Le Chili, porteur et leader du Plan Condor a mené les opérations de persécution et de disparition au-delà des frontières sud-américaines. De cette manière la Junte chilienne a proposé l'établissement d'antennes des corps de renseignement dans des pays de l'Amérique du Nord et l'Europe. Les Brésiliens ont manifesté aussitôt leur désaccord, ce qui n'a pas empêché le projet de continuer. Les réfugiés en France, Suède et Allemagne étaient contrôlés par des agents de renseignement qui, à plusieurs reprises, ont pu compter avec le soutien des organisations d'extrême droite locales. Dans cette ligne, divers attentats ont été commis. Deux d'entre eux ont éveillé l'indignation de l'opinion publique mondiale. Le premier a été l'attentat perpétré en octobre 1975. Bernardo Leighon, leader politique de la Démocratie Chrétienne et ferme opposant de Pinochet est victime d'un attentat à Rome. Si Leighon a survécu à l'attentat –après plusieurs jours dans le coma– sa femme est resté handicapée à vie suite à ses blessures à la colonne vertébrale. Un an plus tard, en septembre 1976, Orlando Letelier, ancien chancelier et ministre de défense chilien du gouvernement Allende, a été victime d'une bombe à la voiture piégée en plein centre de Washington. Letelier avait des liens très étroits avec les députés démocrates qui promouvaient au Congrès américain des sanctions contre le Chili en matière de vente d'armes et politiques de défense.

Le Plan Condor a mis en évidence auprès de l'opinion publique la brutalité des actions militaires ainsi qu'une évidente violation de la souveraineté des nations démocratiques. La torture pratiquée dans le Cône Sud s'est exportée vers d'autres pays. Les centaines de réfugiés qui ont subi les horreurs de la torture dans la région ont continué à vivre dans l'incertitude et la peur dans d'autres pays en constatant que leur sécurité n'était pas garantie. L'impunité dans la plupart de ces cas a fini par augmenter le désespoir des victimes de la répression.

Conclusion: la torture comme système de pouvoir

La caractéristique la plus importante des années de l'après guerre dans l'histoire sud-américaine a été le rôle politique qu'ont eu les militaires à l'intérieur de l'Etat. La défense des frontières et la préservation de la souveraineté, tâches fondamentales des militaires, sont passées au deuxième plan à cette époque. Les militaires se sont occupés davantage des problèmes et des affaires de l'Etat. En effet, les divers gouvernements qui se sont installés à la Maison Blanche ont manifesté des ambiguïtés par rapport au rôle des militaires dans la politique et la menace que cette situation portait pour les fragiles démocraties en construction. Kennedy a cherché à promouvoir le développement économique afin d'éviter l'agitation des couches populaires, principales victimes d'un système socio-économique déséquilibré. Rapidement sa politique a échoué et après sa mort les conditions ont changé pour l'Amérique du Sud. Lyndon Johnson a préféré tolérer les gouvernements militaires puisque ceux-ci, grâce à leur caractère anti-communiste, représentaient une garantie pour les intérêts nord-américains. Richard Nixon s'est montré également ambivalent; toutefois,

son secrétaire d'état, Henry Kissinger, a soutenu une politique d'encouragement aux militaires sud-américains. Avec l'arrivée de Jimmy Carter à la présidence des États Unis en 1977, le thème du respect des droits de l'homme sur le continent est devenu la condition pour le maintien des relations bilatérales. Cependant, le groupe des pays du Cône Sud a fait la sourde oreille aux pressions de Carter.

Les militaires ont instauré la torture comme un outil de répression militaire afin de battre leur ennemi: le communisme. La défaite de l'armée cubaine en 1959 a réveillé dans les armées sud-américaines un état d'alerte permanent. Pendant cette période, la guerre devient personnelle. Nous assistons donc à une guerre où la victoire est remportée par celui qui fait disparaître son ennemi. La reddition de l'ennemi n'est pas suffisante il devient nécessaire de supprimer l'action, la pensée et la présence de l'ennemi:

(...) détruire un groupement politique, ce n'est pas seulement éliminer les individus capables d'en assurer la direction, ou le cas échéant la restructuration, c'est aussi générer des croyances et notamment, celle qui consiste à se dire que les meilleurs sont morts et qu'il n'y a pas de survivant capable de prendre la place des absents (García, 2000: 36).

Les militaires, notamment dans le Cône Sud ont agi avec une brutalité jusqu'à lors inconnue. En repoussant les limites jusqu'à l'inacceptable, les Juntas militaires ont cherché à répandre la terreur comme moyen de contrôle social et politique. La torture, tant physique que psychologique, est devenue une façon d'exercer le pouvoir. Face à l'illégitimité des gouvernements militaires –puisqu'ils ont usurpé le pouvoir par le biais d'un coup d'État– la torture et la peur sont utilisées pour obtenir l'obéissance de la part de la société. Une obéissance dont la source n'est pas le consensus des associés mais l'oppression exercée par ceux qui disposent de l'usage de la force et les armes.

Les forces armées des pays du Cône Sud ont fini par s'imposer sur leur ennemi. Au milieu des années 1980 l'Uruguay et l'Argentine retournent vers des systèmes démocratiques. Les militaires, au milieu d'un désastre économique ont démontré leur incapacité à mener une gestion efficace de l'État. Le tour du Chili arrivera en 1990 dans les mêmes conditions. Dans leur combat pour exterminer leur ennemi, les gouvernements militaires se sont attaqués à trois générations. Les années de la terreur ont largement marqué non seulement les esprits des victimes mais aussi de la société qui aujourd'hui encore lutte pour surmonter un passé douloureux.

Ainsi il est nécessaire de se poser la question de savoir si les "menaces" de la gauche étaient fausses ou réelles. Pour répondre à cette question nous devons faire la différence entre les mouvements sociaux et les mouvements subversifs. Les mouvements syndicaux avaient réussi une structuration très importante à la fin des années 1960 dans le Cône Sud. Bien que la force syndicale ait représenté un défi majeur pour les gouvernements de l'époque, la force ouvrière aurait été difficilement capable de renverser les régimes démocratiques en vigueur. Les mouvements paysans, sauf au Chili, ont été faibles dans le

scénario politique national. En ce qui concerne les partis politiques de gauche, ils ont été les victimes de multiples contradictions d'ordre idéologique. La gauche sud-américaine a eu constamment des difficultés pour affirmer son identité politique. Sous les paradigmes du communisme, les partis politiques n'ont pas réussi à s'orienter d'une façon claire et définitive.

Or, les mouvements armés subversifs ont représenté le principal défi pour les gouvernements de l'époque. La violence qui s'est développée depuis la fin des années 1960 dans des sociétés largement démocratiques et républicaines a réveillé autant l'indignation des secteurs qui n'étaient pas habitués à la violence, que la crainte des classes aisées. Les mouvements guérilleros ont profité de la dynamique du mouvement social pour l'adapter à leurs objectifs. Les syndicats, la principale force sociale de ces pays, luttaient pour l'égalité et la justice sociale dans un cadre défavorable aux travailleurs. Les couches populaires grâce à un accès important à l'éducation ont développé une conscience politique non négligeable. Ces secteurs sont entrés en conflit avec les élites économiques pour accéder aux ressources de l'Etat de plus en plus maigres. Dans ce contexte les guérillas exercent une pression armée et font l'appel à la révolution. Ainsi, les élites économiques, en alliance avec les forces armées, ont cherché à donner une réponse effective et immédiate à ces actions. Le fantôme révolutionnaire de Cuba a envahi les esprits de ces classes. L'exaspération de la violence et les difficultés économiques de ces pays ont encouragé les coups d'Etat militaires qui en ont fini avec les institutions démocratiques et qui ont imposé un schéma de la terreur. Un système exagéré et en même temps justifié par les militaires: "il faut extirper le cancer de la société et le traitement peut être douloureux", argumentaient les officiers à l'époque. Cependant, nous pourrions dire que le diagnostic a été erroné et le traitement excessif.

En effet, il y a eu des menaces de la part de certains secteurs de la gauche du Cône Sud. Nous faisons référence notamment aux groupes subversifs. Cependant, il est important de préciser que la menace des guérillas était plus dirigée vers les forces armées en tant qu'institution que contre l'Etat lui même. Depuis la fin des années 1960, s'est livrée une guerre entre appareils militaires de l'ordre d'une guerre civile par ailleurs irrégulière. Les forces subversives n'avaient ni la capacité ni l'expérience pour prendre à leur compte la direction d'un Etat nouveau. D'autant plus qu'elles manquaient d'un soutien de la population nécessaire pour mener une révolution de type castriste. Les militaires ont surdimensionné le problème en considérant tous les mouvements populaires et de gauche comme des complices de la subversion. Entre fausses et réelles menaces, les militaires se sont emparés de l'Etat pour s'assurer de la défaite de leurs ennemis. Sous l'autorité d'un Etat illégitime, la torture est devenue le moyen d'action le plus répandu. A travers l'horreur, la peur et le silence, le Cône Sud, ainsi que d'autres pays du continent, ont vécu des années noires qui ont transformé profondément l'histoire de ces sociétés.

Bibliographie

- ALCÁNTARA, Manuel y FREIDENBERG, Flavia (Eds.). *Partidos políticos de América Latina: Cono Sur*. Salamanca, Ediciones Universidad de Salamanca, 2001.
- ALTIMIR, Óscar. "La dimensión de la pobreza en América Latina". En: *Cuadernos de la Cepal*, 27, 1979.
- AMNESTY INTERNATIONAL. *Chili, rapport sur la torture et sur les prisonniers "disparus"*. Paris, EFAL, 1981.
- BACRY, Daniel et TERNISIEN, Michel. *La torture: la nouvelle inquisition*. Paris, Fayard, 1980.
- BERGQUIST, Charles. *Labor in Latin America: comparative essays on Chile, Argentina, Venezuela, and Colombia*. California, Stanford University Press, 1986.
- BIROU, Alain. *Fuerzas campesinas y políticas agrarias en América Latina*. Madrid, IEPAL, 1970.
- BULMER-THOMAS, Victor. *The economic history of Latin America since independence*. Cambridge, Cambridge University Press, 1994.
- CALLONI, Stella. *Los años del lobo: operación cóndor*. Buenos Aires, Ediciones Continente, 1999.
- CLAVEIRO, Pilar. *Poder y desaparición: los campos de concentración en Argentina*. Buenos Aires, Ediciones Colihue, 2001.
- DE RIZ, Lilitana. "Política y partidos, ejercicio de análisis comparado Argentina, Chile, Brasil y Uruguay". En: *Desarrollo Económico*, núm. 100, marzo, pp. 659-682, 1986.
- DI TELLA, Torcuato. *Historia de los partidos políticos en América Latina siglo XX*. Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 1993.
- DINGES, John. *Les années Condor: comment Pinochet et ses alliés ont propagé le terrorisme sur trois continents*. Paris, La Découverte, 2004.
- FAJNZYLBER, Fernando. *La industrialización trunca de América Latina*. México D. F., Nueva Imagen, 1983.
- FOUCAULT, Michel. *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1991.
- FURTADO, Celso. *El subdesarrollo latinoamericano*. México D. F., Fondo de Cultura Económica, 1982.
- GABEIRA, Fernando. *Les guérilleros sont fatigués*. Paris, Éditions Métailié, 1998.
- GARCÍA CASTRO, Antonia. *La mort lente des disparus au Chili: sous la négociation civils-militaires (1973-2002)*. Paris, Maisonneuve & Larose, 2000.
- GAUDICHAUD, Franck. *Operación Cóndor: notas sobre el terrorismo de Estado en el Cono Sur*. Madrid, SEPHA, 2005.

- GONZÁLEZ CASANOVA, Pablo (Ed.). *Historia del movimiento obrero en América Latina*. México D. F., Siglo Veintiuno Editores, 1984.
- _____. *Historia política de los campesinos latinoamericanos*. México D. F., Siglo Veintiuno Editores, 1985.
- GUEVARA, José. "The poverty in Latin America". In: *Institute of Latin American Studies*, paper, núm. 32, september, 1981.
- HALPERIN DONGHI, Tulio (Ed.). *Historia económica de América Latina: desde la independencia a nuestros días*. Barcelona, Crítica, 1994.
- INFORME DE LA COMISIÓN NACIONAL DE VERDAD Y RECONCILIACIÓN. Santiago de Chile, Talleres de la Nación, 1991.
- KAZTMAN, Rubén y REYNA, José Luis (Eds.). *Fuerza de trabajo y movimientos laborales en América Latina*. México D. F., El Colegio de México, 1979.
- KHOL, James and LITT, John. *Urban guerrilla warfare in Latin America*. Massachusetts, The MIT Press, 1974.
- LISCANO, Carlos. *Le fourgon des fous: récit*. Paris, Belfond, 2001.
- LOWY, Michael. *Le marxisme en Amérique Latine: anthologie*. Paris, François Maspero, 1980.
- LYNN, Richard. "The genesis of import substitutions in Latin America". In: *Cepal Review*, núm. 36, pp. 179-203, 1998.
- MENDÈS, Tristan. *Gueule d'ange: nationalité argentin, activité tortionnaire, statut libre*. Lausanne, Éditions Favre, 2003.
- MUÑOZ, Óscar (Ed.). *Distribución del ingreso en América Latina*. Buenos Aires, El Cid Editor, 1979.
- NATIONS UNIES. *La distribución del ingreso en América Latina*. Nueva York, Cepal, 1970.
- _____. "El desarrollo en América Latina y sus repercusiones en la educación: alfabetismo y escolaridad básica". En: *Cuadernos de la Cepal*, 41, 1982.
- NOVARO, Marcos y PALERMO, Vicente. *Historia argentina: la dictadura militar (1976-1983): del golpe de Estado a la restauración democrática*. Buenos Aires, Paidós, 2003.
- NUNCA MÁS. *Informe de la Comisión Nacional sobre la desaparición de personas*. Buenos Aires, EUDEBA, 1995.
- PEREYRA, Daniel. *Del Moncada a Chiapas: historia de la lucha armada en América Latina*. Madrid, Los Libros de la Catarata, 1994.
- RIZET, Dominique y BELLON, Remy. *Le dossier Pinochet: tortures enlevements, disparitions, implications internationales*. Paris, Editions Michel Lafon, 2002.

- RODRÍGUEZ, Ricardo. *Historia de la tortura y el orden represivo en la Argentina*. Buenos Aires, Ediciones Universitarias de Buenos Aires, 1984.
- RONIGER, Luis y SZNAJDER, Mario. *El legado de las violaciones de los derechos humanos en el Cono Sur: Argentina, Chile y Uruguay*. Buenos Aires, Ediciones al Margen, 2005.
- SOLER ROCA, Miguel. *El analfabetismo en América Latina: reflexiones sobre los hechos, los problemas y las perspectivas*. Ginebra, Unesco, 1989.
- THORP, Rosmery. "Las economías latinoamericanas 1930-1950". En: L. Bethell. *Latin American History*, vol. VI, pp. 117-159.
- UNIVERSIDAD DE LA REPÚBLICA DE URUGUAY. *Investigación histórica sobre la dictadura y el terrorismo de Estado en el Uruguay (1973-1985)*. Montevideo, Comisión Sectorial de Investigación Científica, 2008.
- URUGUAY: NUNCA MÁS. *Informe sobre la violación de derechos humanos (1972-1985)*. Montevideo, Servicio Paz y Justicia, 1989.
- VERBITSKY, Horacio. *El vuelo: la guerra sale en Argentine*. Paris, Editions Dagorno, 1995.
- ZAMOSC, León, MARTÍNEZ, Estela y CHIRIBOGA, Manuel (Eds.). *Estructuras agrarias y movimientos campesinos en América Latina (1950-1990)*. Madrid, Ministerio de Agricultura, Pesca y Alimentación, 1996.
- ZAPATA, Francisco. *Trabajadores y sindicatos en América Latina*. México D. F., Secretaría de Educación Pública, 1987.